

Service risques et installations classées (SRIC)
12/14, rue des Archives
94 011 Créteil Cedex

Créteil, le 10 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARCUEIL METAUX

22 RUE BERTHOLLET

94110 Arcueil

Référence : DRIEAT/UD94/PADVME/GP/2023/N°330GR
Code AIOT : 0007408249

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2023 dans l'établissement ARCUEIL METAUX implanté 22 RUE BERTHOLLET 94110 Arcueil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCUEIL METAUX
- 22 RUE BERTHOLLET 94110 Arcueil
- Code AIOT : 0007408249
- Régime : Autorisation

La société ARCUEIL MÉTAUX a pour activité, la récupération et le stockage de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, et d'objet en métal, classée à autorisation sous l'ancienne rubrique n° 286 (A). La surface utilisée est de 1 471 m².

Suite à la publication du décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, et en vertu de l'article L. 513-1 du code de l'environnement, l'exploitant a, par courrier du 16 mars 2011, transmis une déclaration d'existence pour solliciter le bénéfice des droits acquis selon la rubrique n° 2713 de la nomenclature des installations classées, soumise à enregistrement.

L'établissement reçoit également, en transit, des batteries. Cette activité relève du régime de l'autorisation.

L'établissement est situé dans une zone résidentielle dense, à proximité de la voie du chemin fer du

RER B.

L'installation est classée suivant les rubriques suivantes :

Rubriques	Libellé	Nature et volume des activités	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	5,5 t	A
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m².	Surface de 1 268 m²	E

A (Autorisation) ; E (Enregistrement)

La réglementation applicable à l'établissement est la suivante :

- Arrêté préfectoral d'autorisation n° 75/322 du 29 janvier 1975 ;
- Arrêté préfectoral n° 80/3581 du 28 novembre 1980 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2014/5376 du 6 mai 2014 (garanties financières, mise à jour de classement et mise à jour des prescriptions applicables) ;
- Arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Trackdéchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Liste des installations classées	AP Complémentaire du 06/05/2014, article 1.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Registre national des déchets	Code de l'environnement du 02/08/2023, article R. 541-13	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Bassin de rétention des eaux d'incendie	AP Complémentaire du 06/05/2014, article 7.5.6	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de sa visite de l'établissement, l'inspection a relevé trois non-conformités :

- **Non conformité n°1** : l'exploitant ne réalise pas de déclaration auprès du Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments (RNTDS) ;
- **Non conformité n° 2** : l'exploitant stocke plus de 5,5 tonnes de déchets dangereux (aux

- alentours des 10 tonnes), en l'espèce des batteries au plomb ;
- **Non conformité n° 3 :** l'exploitant ne dispose pas de système de rétention des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations classées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2014, article 1.1.1			
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations classées			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée :			
Rubriques	Libellé	Nature et volume des activités	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	5,5 t	A
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m².	Surface de 1 268 m²	E
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant stockait jusqu'aux alentours de 10 tonnes de déchets dangereux, en l'espèce des batteries au plomb, avant évacuation par un prestataire agréée. Le volume maximal est de fait donc deux fois supérieur au seuil maximum autorisé pour l'installation. Selon l'exploitant, le prestataire ne procède à l'enlèvement des batteries qu'à partir d'un certain tonnage, à savoir 10 tonnes.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale			
Proposition de délais : 2 mois			

N° 2 : Registre national des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/08/2023, article R. 541-13
Thème(s) : Autre, Registre national des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

- 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;
- 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;
- 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;
- 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;
- 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

[...]

Constats : L'inspection a constaté la mise en place de la production des bordereaux de suivi de déchets dangereux, pour les batteries au plomb, via l'application Trackdéchets.

Néanmoins, l'exploitant n'a pas mis en place de déclaration auprès du Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments (RNTDS).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Bassin de rétention des eaux d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2014, article 7.5.6
Thème(s) : Produits chimiques, Bassin de rétention des eaux d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident, ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement, ou tout autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité, et si besoin, un traitement approprié. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection que le seul réseau de collecte des eaux d'incendie est le réseau de collecte des eaux pluviales. Ce réseau ne dispose pas d'un dispositif permettant d'assurer la rétention des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou un d'un incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois